

Quel futur politique pour l'ErE ?

Nous voici à l'heure des élections, le moment de faire le bilan et de se tourner vers l'avenir. En matière d'Education relative à l'Environnement, nous pouvons nous réjouir de quelques avancées au cours de cette dernière législature.

La première concerne directement l'école. A travers la réalisation des engagements des Assises de l'Education relative à l'Environnement (ErE) et au Développement Durable (DD) à l'école, des retombées concrètes commencent à se faire sentir sur le terrain¹ : la réalisation par l'inspection d'un document reprenant les portes d'entrée dans les référentiels et des fiches d'activités pour les enseignants, une plateforme web, un meilleur soutien institutionnel... De quoi épauler ceux qui souhaiteraient se lancer et rassurer les nombreux enseignants déjà actifs en ErE.

Deuxième acquis majeur de cette législature, pour les associations environnementales cette fois : la stabilisation des subsides qui leur sont alloués. Une ordonnance en Région bruxelloise et un décret tout récemment adopté en Région wallonne permettent dorénavant aux associations reconnues d'être financées sur base de programmes pluriannuels.

Mais le tableau n'est pas pour autant sans ombre ! Sise entre une douzaine de compétences régionales et communautaires autour de l'environnement et de l'éducation, l'ErE est morcelée, peu coordonnée, peu orientée par le politique. Par ailleurs, en ces temps de crise, elle a vu ses budgets stagner voire diminuer. Même si le secteur de l'ErE n'est pas le plus atteint, il faut y faire de plus en plus avec de moins en moins. La question de l'emploi y est très sensible.

C'est partant de ces constats que la centaine d'associations membres que compte le Réseau IDée a rédigé un Mémoire « L'ErE DD, une nécessité pour répondre aux défis sociétaux d'aujourd'hui et de demain », égrenant 20 propositions en vue des élections 2014². Nous avons mis l'accent tant sur l'éducation formelle, à l'école et dans l'enseignement supérieur, que non formelle, à travers l'éducation permanente, le secteur jeunesse et l'action sociale. Sur les nécessités de cohérence, de décloisonnement et de continuité des initiatives menées. Ces propositions ont été débattues avec des représentants des quatre principaux partis - cdH, Ecolo, MR, PS - qui s'y sont dit globalement favorables, tout en soulignant la quadrature du cercle budgétaire.

En ces temps de crise, quels choix feront les pouvoirs publics ? Quelle audace manifesteront-ils face aux pressions du système économique actuel ? Et quel pouvoir prendrons-nous, et prenons-nous déjà, en tant que citoyens et associations (professionnelles) ?

Plus que jamais, l'éducation et les relations à l'environnement qui sous-tendent l'ErE nous semblent des leviers incontournables pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain. Par l'éducation lorsqu'elle donne sens aux apprentissages, éveille l'esprit critique, ouvre à l'altérité, questionne les valeurs, mobilise des savoirs très divers, favorise la coopération autour de projets collectifs, chemine vers l'autonomie des personnes... Par l'environnement, quand il s'agit de prendre conscience, de vivre et de consolider nos relations à l'autre et à la nature, du plus proche au plus lointain. Une Education relative à l'Environnement qui dépasse l'éducation civique (adopter des éco-gestes) pour s'affirmer comme véritable éducation à l'éco-citoyenneté.

L'un des enjeux souligné par le secteur, et entendu par les représentants politiques, est de rendre cette ErE accessible à tous, tout au long de la vie. Avec une attention particulière pour ceux qui sont les plus démunis. A travers le thème du voyage éducatif, ce numéro de *SYMBIOSES* touche à une facette de ces inégalités, les vacances, un marqueur d'exclusion majeur³. Il illustre notamment comment partir en voyage près de chez soi peut receler plein de possibilités, de découvertes, d'apprentissages, sans nécessairement impacter l'environnement. Reste à rendre accessible à chacun des alternatives au tourisme de masse, moins mercantiles, plus proches, plus lentes. Histoire d'éviter de créer un tourisme de classe.

L'environnement comme facteur d'exclusion ou d'inclusion, on en parlera encore, à travers des projets éducatifs. Le travail de la terre, l'alimentation, l'énergie seront ainsi au cœur des journées de Rencontres « ErE et inclusion sociale »⁴ ce mois de juin, avec la question : « Pourquoi et comment adapter nos pratiques d'ErE pour des publics en situation de précarité ? » Il y a là matière à dialogue, décloisonnement, apprentissage pour tous. Pour dépasser les frontières. Bienvenue !

Joëlle VAN DEN BERG

¹ www.assises-ere.be et www.enseignement.be/ere

² www.reseau-idee.be/memorandum2014/

³ *Le tourisme social et solidaire*, hors-série 2014 d'Alternatives économiques. (voir *Outils* pp.18-19)

⁴ voir p. 5 de ce *SYMBIOSES* et www.reseau-idee.be/rencontres/2014